

# Bảo Đại - Partie 10. L'après Điện Biên Phủ et les accords de Genève

## Une présence plus qu'insignifiante des Quốc Gia



Par Bùi Ngọc Vũ JJR 64

### Préambule

*La chute de Điện Biên Phủ entraîna immédiatement l'ouverture de la conférence sur l'Indochine qui s'est conclue par les accords de Genève. Un récit coloré, détaillé et passionnant de la conférence est donné par l'historien Philippe Devillers dans ses chapitres de l'ouvrage 'Việt-Nam, De la guerre française à la guerre américaine', dont il est co-auteur avec Jean Lacouture. Certains petits et grands événements de ces quelques mois ont déjà été relatés par l'auteur dans plusieurs articles publiés dans Good Morning comme 'Retour sur l'arrivée au pouvoir de Ngô Đình Diệm' en avril 2013, 'Comment Bảo Đại avait testé la carte Diệm auprès des Américains' en juillet 2014 et 'Naissance du Sud Việt-Nam' en mai 2014. Le présent article continue à s'attarder sur quelques aspects de cette période des négociations touchant tout particulièrement Bảo Đại, les Quốc Gia et leur délégation.*

### Les débuts de la conférence

#### Première réaction des Nationalistes (Quốc Gia)

À l'annonce de l'ouverture de la conférence sur l'Indochine pour l'après-midi du 8 mai 1954 les Quốc Gia, en la personne de Nguyễn Đắc Khê<sup>1</sup> et de Bửu Kính, vinrent ce matin même dire aux Américains :

“Les Quốc Gia ne veulent pas de la conférence de Genève. Ils espèrent qu'elle va échouer sans pour autant vouloir la saboter. Ils pensent profondément qu'une solution militaire doit être liée à une solution politique. Ils sont prêts à accepter un cessez-le-feu pourvu qu'il soit internationalement garanti et même la formation d'un gouvernement de coalition si tel était le verdict d'élections nationales qui seraient organisées après l'armistice. Ils craignent particulièrement un abandon du Việt-Nam par les États-Unis.”<sup>2</sup>. Il est vraiment désolant pour un Quốc Gia de constater que son camp n'était pas en position de pouvoir affirmer de demandes avec des objectifs clairs et précis. À la place ne sont formulés que de faibles et fragiles espérances, quoique légitimes.

#### Le plan français

À Genève la première séance avait surtout porté sur les problèmes de procédures et notamment discuté de la demande de la délégation du Việt Minh de faire participer à la conférence les organisations rebelles Pathet Lao et Khmer Issarak. Cette demande fut évidemment refusée par les délégations laotienne, cambodgienne et le camp occidental. Ce fut aussi l'occasion pour le chef de la délégation française d'ouvrir le débat.

Georges Bidault rappela que « pour l'immédiat le problème est celui de l'arrêt des hostilités et de ses garanties » ; il proposa un plan essentiellement militaire en 5 points :

- « 1. le regroupement de toutes les unités régulières des deux parties dans des zones de regroupement à définir par la conférence sur la base de propositions des commandants en chef
2. le désarmement de tous les éléments n'appartenant pas à l'armée ou aux forces de police
3. la remise en liberté immédiate des prisonniers de guerre et des détenus civils
4. le contrôle de l'application de ces clauses par des Commissions internationales
5. la cessation immédiate des hostilités après signature de l'accord

Le regroupement des troupes et les mesures de désarmement prévus ci-dessus commenceront au plus tard 'X' jours après la signature de l'accord. »

Ce plan ne recueillit nullement l'enthousiasme des Vietnamiens du camp Quốc Gia et le 12 mai Nguyễn Quốc Định le ministre des Affaires Étrangères et chef de la délégation vietnamienne s'exprima en privé à Heath contre la proposition d'armistice de Bidault et d'une manière générale contre tout armistice qui donnerait un avantage aux communistes. Il rappela avoir évoqué avec Dulles qu'il préférerait une sortie de la conférence à l'acceptation d'une solution insatisfaisante.

#### La réponse vietminh

À la deuxième séance Phạm Văn Đồng, au nom du gouvernement de la RDVN, entré en sédition depuis 1946, prit la parole pendant presque deux heures pour rappeler la politique coloniale de la France en Indochine et pour dénoncer et condamner avec force tous ses excès.

Au passage il rappela que, “en accord avec les États-Unis, la France voulait liquider la RDVN et mettre en place un gouvernement à sa dévotion. Ce gouvernement vietnamien, M. Đồng l'écarte d'une phrase : « Il ne représente, affirme-t-il que lui-même et ceux qui l'ont créé et qui le liquideront... »”

Le chef de la délégation vietminh repousse alors le plan Bidault inspiré selon lui d'une « conception colonialiste périmée ». Le projet français néglige totalement l'aspect politique du problème et n'aborde que son aspect militaire.

Il expose ensuite les propositions de son gouvernement en huit points.”<sup>3</sup>

<sup>1</sup> Khê est adjoint au chef de la délégation vietnamienne.

<sup>2</sup> FRUS 52-54, Vol XVI, Doc 470 The US Delegation to the DoS, Geneva, May 8, 1954

<sup>3</sup> Philippe Devillers, 'Việt-Nam, De la guerre française à la guerre américaine', p. 168

À l'opposé du plan français le plan vietminh est essentiellement politique et sa stratégie de prise du pouvoir est subtilement mais clairement dévoilée dans les deux points 2 et 3 :

2. Conclusion d'un accord sur le retrait de toutes les troupes étrangères des territoires des trois pays. Avant ce retrait, accord sur le stationnement des forces françaises au Viêt-Nam en certains secteurs limités. Ces troupes ne s'immisceront pas dans l'administration locale des régions de leur stationnement.

3. Organisation d'élections générales libres dans les trois pays en vue de constituer un gouvernement unique dans chacun d'eux. Ces élections seront préparées par des « commissions consultatives » composées de représentants de « toutes les organisations démocratiques ». **Aucune intervention étrangère ne sera admise.** En attendant la constitution dans chacun des pays des gouvernements uniques et après accord intervenu sur l'arrêt des hostilités, chacune des parties administrera les régions se trouvant sous son contrôle.

Traduit en clair cela signifie tout simplement : après un cessez-le-feu les Français se regrouperont en attente de leur départ dans un délai plus ou moins long. Ils s'interdiront de toute activité militaire ou politique pendant que les élections générales seront organisées par les représentants de toutes les '*organisations démocratiques*' [sous-entendu excluant ceux du régime '*fantoche*' de Bảo Đại], en dehors de tout contrôle international.

### La proposition des Quốc Gia

Le 12 mai à la troisième séance plénière "Nguyễn Quốc Định reprocha aux communistes d'avoir trahi les aspirations du peuple vietnamien et transformé le mouvement vietminh en un outil de l'idéologie étrangère. Il lut les textes des deux traités conclus avec la France pour conclure que la reconnaissance de la souveraineté du Viêt-Nam enlève toute raison d'être au Viêt Minh.

Se basant sur la '*légitimité et la légalité*' de l'état baodaïste il dénia au Viêt Minh le droit de négocier au nom de la nation vietnamienne. Les propositions vietminh sont donc sans objet et ne peuvent constituer des bases sérieuses pour discussion.

« Định s'opposa à tout partage direct ou indirect, définitif ou provisoire, de fait ou de droit du territoire national et proposa un règlement politique formé de sept points dont l'essence est formulé dans ses 4 premiers :

1. Le seul état qualifié pour représenter le Viêt-Nam est l'État incarné par S. M. Bảo Đại, chef de l'État.
2. Cet État ne compte qu'une seule armée, l'armée nationale, dans laquelle les soldats du Viêt Minh pourront être intégrés, selon des modalités à déterminer, et sous contrôle international.
3. Dans le cadre et sous la compétence de l'État du Viêt-Nam des élections libres se dérouleront sous les auspices des Nations Unies...
4. À l'issue des élections et conformément à leurs résultats, un gouvernement représentatif sera constitué sous l'égide de S. M. Bảo Đại, chef de l'État. »

Cette position intransigeante et quelque peu irréaliste du chef de la délégation vietnamienne reçut un appui marqué de Bedell-Smith qui rappela que son gouvernement avait la reconnaissance des États-Unis et de plus de 30 autres nations comme étant le gouvernement légal d'un Viêt-Nam libre et indépendant. « La délégation des États-Unis est d'accord avec le représentant du Viêt-Nam pour dire que la manière correcte, pratique et démocratique pour restaurer la paix au Viêt-Nam serait que les belligérants agressifs de l'autre côté fassent la paix avec le gouvernement légal et, une fois la tranquillité restaurée, acceptent la volonté du peuple comme exprimée au travers d'élections nationales libres et honnêtes sous les auspices des Nations Unies et la supervision internationale. »

Cet appui purement verbal eut peu d'effet car les Américains ne s'impliquèrent aucunement dans la suite des négociations.

### Les Américains, pris de court sans aucune visibilité à moyen terme

Globalement la situation devait certainement apparaître comme terriblement embêtante aux yeux des Américains. De tous côtés ça n'était qu'incertitude, que cela soit 1) dans les développements militaire et politique au Viêt-Nam, 2) dans la position française ou 3) dans les perspectives d'un cessez-le-feu acceptable à Genève.

### Où il est question, de nouveau, d'intervention américaine

Le dimanche soir 10 mai Laniel reçut Dillon pour lui dire : "La phase indochinoise de la conférence de Genève a mal commencée et étant donné la division et la faiblesse [de la volonté] des puissances occidentales les Communistes n'accepteront pas la proposition française d'un cessez-le-feu avec garanties mais demanderont une totale capitulation. La délégation française a reçu clairement le message de la part des Communistes qu'elle n'aurait pas de conversations directes avec le Viêt Minh à Genève et devrait passer par l'intermédiaire des Chinois... La France seule ne pourra pas tenir tête face aux Chinois. Sa force ne pourrait venir que d'un soutien des autres puissances. Le seul soutien pouvant avoir un effet réel sur les Chinois serait la menace directe d'une intervention américaine."<sup>4</sup>

Dillon reçut le feu vert de Dulles le 11 mai pour faire savoir à Laniel "qu'Eisenhower demanderait au Congrès l'autorisation de faire usage des forces armées des États-Unis en Indochine pourvu que la France et les États Associés en fassent la demande et à condition que l'octroi d'une indépendance réelle et totale aux trois États associés, la création d'un cadre collectif préalable et l'approbation du Congrès avec éventuellement une caution des Nations Unies soient réalisés." La grande nouveauté est que les Américains ne faisaient plus de la participation britannique un préalable.

### Les Américains se préparent sérieusement

Eisenhower donna l'ordre aux différentes agences des départements concernés de développer les études appropriées à l'hypothèse d'une intervention des forces américaines en Indochine et à préparer leur soumission au NSC avant la date du 25 mai.<sup>5</sup>

<sup>4</sup> Vol XIII, Doc. 859, The Ambassador in France (Dillon) to the Department of State, Paris, May 10 mai, 1954.

<sup>5</sup> Doc 901 Memorandum by the Executive of the NSC to the Secretary of State, Washington, May 18, 1954

Le projet de résolution suivant fut préparé pour adoption par le Congrès: 'Le Président est autorisé à recourir aux forces navales et aériennes des États-Unis pour assister les gouvernements amis d'Asie à préserver leur autorité contre les actions révolutionnaires et subversives fomentées par les régimes communistes dès lors qu'une telle aide serait demandée par les gouvernements concernés. Cette autorisation ne peut être considérée comme une déclaration de guerre et doit prendre fin à la date du 30 juin 1955 sauf prorogation expresse.'

La programmation de l'intervention américaine fut assez poussée dans le détail pour prévoir un adjoint au commandant en chef qui resterait un Français, un conseiller américain pour les opérations mobilisant l'US Air Force et une augmentation de l'effectif du MAAG atteignant 2250 hommes afin d'initier un programme de formation et de développement accéléré de l'armée nationale vietnamienne. La participation américaine serait au début limitée aux forces navales composées d'une *Task Force* embarquée d'intervention rapide avec ses forces de soutien et des unités de l'US Air Force en opération alors dans les bases à l'extérieur de l'Indochine.<sup>6</sup>

### **Accord de principe des Français mais rien de précis**

Les Français semblaient satisfaits de la proposition américaine mais ne montrèrent pas de signe qu'ils avançaient pour prendre des mesures visant à satisfaire les conditions posées par les Américains. Devant le flou concernant les vraies intentions françaises, le 21 mai Dulles se sentit obligé d'interroger son ambassadeur pour connaître entre autres :

- si la demande française n'était pas juste un artifice pour renforcer leur position dans les négociations
- quand les Français allaient se mettre à répondre aux conditions posées
- et si Lanier était d'accord sur les conditions posées quand allait-il les faire approuver par le Parlement français

### **Mais c'est pour du bluff**

Ce ne fut qu'au bout d'un certain temps, vers le 24 mai, que les Français firent savoir clairement que la demande formelle pour une intervention américaine ne serait faite que dans le cas d'un échec des négociations à Genève ou dans le cas où les Communistes feraient traîner les négociations en longueur tout en essayant d'obtenir une décision militaire dans le delta. Le Parlement français aurait alors aussi à se prononcer en faveur de cette demande.<sup>7</sup>

En fait les Américains se rendirent bien compte que les Français ne souhaitaient pas vraiment internationaliser leur conflit et ne voulaient qu'utiliser la menace d'un engagement américain pour renforcer leurs positions pendant les négociations. D'ailleurs pendant toute cette période les relations entre les États-Unis et la France étaient pour le moins compliquées et remplies de malentendus. Par exemple les Américains avaient toujours considéré un programme d'entraînement des troupes de l'armée vietnamienne par leurs militaires, comme un élément d'importance majeure pour le succès du plan Navarre mais n'avaient jamais réussi à obtenir son acceptation par les Français. Et maintenant, alors que les Français étaient devenus favorables à cette idée, les voici réticents de peur de se faire entraîner dans le conflit sans que les conditions posées soient satisfaites.

Sur ce le gouvernement Lanier fut renversé avec le concours de 99 votes communistes ce qui mit fin à toutes ces vaines discussions franco-américaines. Le gouvernement Mendès-France fut mis en place avec la priorité et la volonté de ce dernier de terminer la guerre d'Indochine par la voie des négociations, ce qui ne pouvait ajouter que de nouvelles craintes et incertitudes aux incertitudes déjà grandes pour les Américains.

### **Au Viêt-Nam, détérioration de la situation politique**

Depuis des mois, avec l'absence du Viêt-Nam de ses principaux responsables, l'activité politique du pays était au point mort. C'est l'avis de Nguyễn Hữu Trí qui s'écria « Il n'y a plus de gouvernement central au Viêt-Nam » à la conférence des gouverneurs en présence du restant des membres du cabinet, le 6 mai 1954. La solution à la présente crise serait un retour immédiat de Bảo Đại pour prendre lui-même les rênes du gouvernement. Selon Trí, Bảo Đại ne pourrait pas être persuadé de faire le pas sans le concours des Américains.

Il fut presque le seul à s'inquiéter de l'évolution malsaine de la situation. Il était de nouveau allé voir McClintock pour lui répéter son besoin, plus que jamais urgent, de fonds et d'armes pour la milice au Nord Viêt Nam mais avoua 'qu'il est très difficile dans les conditions actuelles de faire bouger le gouvernement central pour qu'il présente une demande formelle.'

Le 13 mai, de Saigon, McClintock répéta le cri d'alarme de Trí qui au vu du nombre croissant de désertions jugea "qu'il ne resterait plus tout de semblant de gouvernement dans les 10 prochains jours. Même certains membres des autorités françaises pensent qu'il n'y aurait plus d'État du Viêt-Nam si Bảo Đại ne rentrait pas pour faire face à ses responsabilités dans les 10 à 20 jours à venir."

D'un autre côté Hinh était venu dire à McClintock qu'il avait réclamé à Bảo Đại les portefeuilles de l'Intérieur et de la Défense en recommandant celui de l'Économie nationale à Quát. Il confirma à McClintock l'existence d'un mouvement croissant en faveur de la formation d'une république de Cochinchine dont le leader serait Trần Văn Hữu et que son propre père, Tâm, était aussi enclin à suivre la même direction.

McClintock avait ajouté que les principaux leaders locaux comme Trí, Quát et Hinh étaient tous favorables à un retour de Bảo Đại.

### **Faut-il faire revenir Bảo Đại ?**

Au vu de ces éléments convaincants Dulles jugea qu'il fallait faire pression sur Bảo Đại pour le faire revenir sur le champ au Viêt-Nam comme la première mesure d'urgence à prendre. Il ajouta que c'était le moment d'avoir des discussions

<sup>6</sup> Doc 906 Memorandum by the JCOS to the Secretary of Defense (Wilson), Washington, May 20, 1954

<sup>7</sup> Ceci fut de nouveau répété très clairement par Schumann à Dillon le 11 juin qui reconnut par la même occasion que les Français n'avaient pas encore formulé cette demande.

approfondies avec les Français à Genève comme à Paris et à Saigon sur les prochaines dispositions à prendre afin d'éviter la désintégration de l'autorité gouvernementale que pourraient entraîner d'autres revers militaires.<sup>8</sup>

### **Première démarche de Heath**

Le jour même Heath vint voir Bảo Đại à Paris avant son départ pour Cannes et Evian pour recueillir ses vues sur la conférence. Bảo Đại lui avoua avoir consulté un grand nombre de personnes pendant son séjour à Paris mais n'avait pas réussi à avoir une vue claire des intentions du gouvernement français concernant le Viêt-Nam et l'Indochine, ni su comment la position française allait se développer. En quittant Saigon il ne pensait pas avoir à rester aussi longtemps [en France] mais la situation d'incertitude totale concernant les intentions et les actions du gouvernement français lui imposait de rester là où il pourrait avoir des consultations avec le gouvernement français et garder le contact avec sa délégation. "Bảo Đại espère qu'engagés comme ils [les Français] le sont, ils ne vont pas retirer leurs forces de l'Indochine. Mais il est loin d'en être sûr."

Heath aborda ensuite le vrai objet de sa visite, la détérioration de la situation politique au Viêt-Nam, pour signaler à Bảo Đại qu'il y a eu des voix en provenance du Viêt-Nam, répétées en échos à Washington pour demander son retour afin qu'il prenne en main le cours des événements. Bảo Đại répondit qu'il était pleinement au courant des difficultés actuelles qui, en partie proviendraient des incertitudes ci-dessus évoquées, mais qu'elles ne présentaient pas de dangers dans l'immédiat.

Il avait envisagé de revenir au Viêt-Nam dans deux cas de figure, soit avec la ferme assurance que les Français résisteraient aux pressions communistes pour ne pas accepter un règlement de paix factice ou soit après la décision des Français de tout abandonner. Dans ce dernier cas il rentrerait et prendrait la tête d'un mouvement national de résistance au Việt Minh. Il "doute que les Français aimeraient le voir rentrer et faire un appel à la résistance alors qu'ils étaient en train de négocier un armistice avec eux."

Heath profita ensuite de l'occasion pour arranger une rencontre entre Bedell-Smith et Bảo Đại à Evian dans deux jours.<sup>9</sup>

### **L'idée n'est pas si bonne**

Le sujet du retour de Bảo Đại fut discuté le 15 mai entre Heath, Achilles et Bonsal avec Chauvel, Roux et Cheysson de la délégation française et la solution préconisée fut de suggérer à Bửu Lộc de rentrer car la délégation vietnamienne était constamment en attente des instructions de Bảo Đại et ne pouvait prendre aucune décision sans son autorisation au préalable.<sup>10</sup> Bidault était aussi d'avis qu'un retour de Bảo Đại paralyserait la délégation vietnamienne et était en faveur d'un retour de Bửu Lộc.

L'idée de faire pression tout de suite sur Bảo Đại pour le faire rentrer au Viêt-Nam fut alors mise de côté.<sup>11</sup>

### **Bedell-Smith rencontre donc Bảo Đại sans lui parler de retour au Viêt-Nam**

Le 16 mai Bedell-Smith et Heath allèrent donc voir Bảo Đại à son arrivée à Evian. Bedell-Smith sonda Bảo Đại sur l'idée d'associer les Nations Unies au conflit Indochinois mais ne reçut aucune expression d'approbation. Bedell-Smith en avait déduit que Bảo Đại voulait probablement en discuter avec ses ministres et aussi s'assurer de ne pas créer de malentendus avec les Français.

Bảo Đại se montra critique envers la réaction des Français après la chute de Điện Biên Phủ qui, au lieu de montrer une nouvelle détermination à remonter la vague, paraissaient plutôt préoccupés par la recherche de responsables.

Bảo Đại affirma à Bedell-Smith qu'il était très inquiet des propositions françaises pour terminer les hostilités et au cas où les Français voudraient absolument d'un armistice il faudrait que cela ne ligoterait pas les bras de l'armée vietnamienne qui avait la volonté de combattre jusqu'à la fin même si la lutte pourrait prendre l'apparence d'un suicide.

Bảo Đại admit qu'il y ait une détérioration sur le plan politique mais pas de désintégration à cause en partie de l'incertitude à propos de l'attitude des Français. Il était naturel que certains individus ou groupes cherchent à se repositionner en cas de repli français. Ces difficultés étaient plus confinées au Sud alors que le Nord restait uni et déterminé à résister car c'était le siège de la guerre et où le danger du communisme pouvait être plus aisément perçu.

Selon lui les frictions entre ministre de la défense et commandants militaires étaient courantes dans de nombreux pays. Enfin il évita de confirmer s'il allait demander à Bửu Lộc de rentrer au Viêt-Nam.

### **Bảo Đại sonde les Américains sur son intention de faire appel à Diệm**

Bảo Đại signala au cours de cet entretien avec Bedell-Smith que Ngô Đình Diệm était parmi les attentistes qui lui avaient ces jours-ci exprimé leur allégeance ; Diệm avait offert de revenir au Viêt-Nam pour servir Bảo Đại alors que jusqu'à un passé récent il lui était hostile. Aussi Bảo Đại avait désigné Ngô Đình Luyện le frère de Diệm pour être son observateur personnel à la conférence et Bedell-Smith n'aurait qu'à le contacter s'il souhaitait entrer en communication avec Bảo Đại.<sup>12</sup>

---

<sup>8</sup> Vol XVI, Doc 522 The Secretary of State to the United States Delegation Washington, May 14, 1954

<sup>9</sup> Vol XVI, Doc 542 The United States Delegation to the Department of State, Geneva, May 16, 1954

<sup>10</sup> Vol XVI, Doc 535 The United States Delegation to the Department of State, Geneva, May 15, 1954

<sup>11</sup> À propos du retour de Bảo Đại McClintock se risqua à faire un commentaire personnel : 'Si Bảo Đại revenait vraiment pour diriger le gouvernement il serait fort à propos qu'il laisse son génie malfaisant Nguyễn Đệ derrière lui.' Et dans le cas où Bảo Đại ne voulait pas revenir McClintock recommanda une déposition de Bảo Đại, la formation d'un Conseil de Régence et un nouveau gouvernement opérant avec une constitution profilée à cet effet. Le Conseil de Régence aura Bửu Lộc, Trần Văn Hữu, Lê Hữu Từ ou Ngô Đình Diệm comme membres. Le gouvernement pourrait être confié à Trí, avec Quát comme ministre de la défense et Tâm ministre de l'intérieur.

Cette recommandation ne fut pas suivie d'effet car Heath prit position pour le maintien de la carte Bảo Đại qui restait encore pour le moment la seule et la meilleure. Et surtout car les Français avaient d'autres chats à fouetter.

<sup>12</sup> Vol XVI, Doc 546 The United States Delegation to the Department of State, Geneva, May 17, 1954

Deux jours après, le 18 mai, Ngô Đình Luyện se présenta pour voir Bedell-Smith muni d'une lettre de Bảo Đại le désignant comme son représentant personnel et recueillir les réactions américaines à une éventuelle nomination de Diệm.<sup>13</sup>

Bảo Đại ne pouvait pas savoir qu'il faisait un mauvais calcul car les Américains, à ce moment-là, n'entendaient rien faire dans le dos des Français et surtout sans leur consentement. Bedell-Smith avait interprété la démarche de Bảo Đại comme une tentative de faire prendre par les Américains, la place des Français au Việt-Nam afin de pouvoir s'affranchir totalement d'eux.

Aussi Tezenas du Montcel, ministre des États associés fut informé officiellement de la rencontre Luyện- Bedell-Smith par Bonsal qui lui assura que les Américains s'étaient simplement contentés d'écouter Luyện sans donner de réponse à ce dernier en l'absence de coordination avec les Français.<sup>14</sup> Luyện reçut peu après une réponse comme quoi Bedell-Smith pour le moment n'avait pas de commentaire à faire sur l'attitude américaine face aux diverses éventualités soulevées par Luyện (intervention américaine en cas de retrait français, soutien direct des États-Unis à l'armée vietnamienne, futur politique du Việt-Nam, projet de Bảo Đại de faire appel à Diệm pour remplacer Bửu Lộc).<sup>15</sup>

Il était clair que Dulles n'était pas emballé par la perspective d'un gouvernement Diệm. Le 26 mai il écrit encore à son ambassadeur : 'Il est fondamental d'établir le plus tôt possible des gouvernements authentiquement nationalistes et représentatifs [pour les États associés]. En ce qui concerne le Việt-Nam nous souhaiterions que les Français se joignent à nous pour faire bien comprendre à Bảo Đại la nécessité d'adopter des mesures promptes et efficaces à cet égard.'<sup>16</sup>

### Le rôle déterminant de Luyện dans la décision de Bảo Đại

On ne saura pas exactement ce que Luyện avait rapporté à Bảo Đại du contenu de la réaction américaine. Il serait étonnant que Luyện ait parlé de leur manque d'enthousiasme au sujet de Diệm car on vit Bảo Đại, un peu hâtivement même, nommer Ngô Đình Diệm<sup>17</sup> premier ministre, en lui conférant les pleins pouvoirs pour remplacer Bửu Lộc<sup>18</sup>.

Bảo Đại expliqua postérieurement que "dans cette situation, il n'y a pas de meilleur choix. En effet depuis des années les Américains connaissent Diệm et apprécient sa détermination. À leurs yeux Diệm a les capacités pour faire face à la situation, c'est pourquoi Washington est prêt à le soutenir."<sup>19</sup>

Bảo Đại avait donc cru que Diệm était un favori des Américains, et l'avait justement choisi pour cette raison, même s'il pouvait penser que Diệm échouerait au bout de quelques mois. Seulement les Américains auraient préféré une solution en bon accord avec les Français et de ce fait le côté anti-français de Diệm n'était pas idéal. De plus le moment était bien mal choisi car tout paraissait complètement incertain et aucune urgence n'appelait à un changement de gouvernement. Bảo Đại aurait dû prendre le temps nécessaire pour se concerter avec les Américains et les Français pour choisir la personne la mieux placée pour accompagner ce tournant historique. Avait-il été mal conseillé à ce sujet par Luyện qui, très certainement, avait tout fait pour la nomination de son frère Diệm ?

### Quelle perspective politique pour les Quốc Gia ?

#### Avec déception et résignation, on continue avec Bảo Đại

Sur le plan de la perspective politique au Việt-Nam c'était le même brouillard. Les Américains firent donc le choix de l'attente de pouvoir s'accorder avec les Français pour ne pas ajouter de désordre à la confusion. Aux yeux de Dulles il paraissait alors avisé de ne pas chercher de remplaçant à Bảo Đại.

Dulles donna instruction à Bedell-Smith d'aller sonder personnellement les intentions de Bảo Đại, tout particulièrement sur la nature des actions à mener de concert avec lui et de la relation de travail à créer entre lui et les Américains.<sup>20</sup>

En même temps Bedell-Smith reçut de la part d'un de ses conseillers l'avis suivant : "Dans la situation politico-militaire présente aucune indication d'amélioration significative dans le moral des Vietnamiens sur le plan politique ne semble surgir. Bảo Đại s'est montré comme étant une figure encore plus inerte et sans attrait que ce que nous avons pensé. Pour ce qui concerne le Nord Việt Nam le gouverneur Trí est notre seul espoir et son moral est assez bas en ce moment."<sup>21</sup>

Les 11 et 12 juin Bedell-Smith fit connaître à Dulles ses sentiments les plus récents : "Le fait que Bảo Đại reste en France alors que la situation se détériore intensifie grandement l'opinion négative sur lui. Heath pourrait utilement aller le voir à Cannes..."

<sup>13</sup> Bùi Ngọc Vũ, 'Comment Bảo Đại avait testé la carte Diệm auprès des Américains', Good Morning, juillet 2014

<sup>14</sup> Vol XVI, Doc 594 Memo. of Conversation by the Adviser to the US Delegation (Bonsal), Geneva, May 22

<sup>15</sup> Vol XVI, Doc 622 The US Delegation to the DoS, Geneva, May 26

<sup>16</sup> Vol XIII, Doc 923 The Secretary of State to the Ambassador in France (Dillon), Washington, May 26, 1954

<sup>17</sup> À propos de la nomination de Diệm, Bảo Đại lui-même avait participé à la confusion en signalant dans ses mémoires deux détails qui sont des contre-vérités car entachés d'erreur sur leur date. Le premier concerne un entretien avec Dulles avant les négociations de Genève qui a bien eu lieu mais apparemment ce sujet ne fut pas traité et ne figure pas dans les minutes de l'entretien. Le second illustre encore plus clairement une confusion chronologique. Selon Bảo Đại "après Genève la délégation Việt Minh envoya un émissaire au nom de Văn Trí pour lui suggérer d'oublier Genève et les élections et d'œuvrer en commun avec le Việt Minh à la réunification du Việt-Nam. Il ajouta : 'C'est à la suite de cette rencontre que je confie les pleins pouvoirs à Diệm.' oubliant qu'il l'avait fait **bien avant la fin des négociations de Genève**. 'Con Rồng Việt-Nam', p.522

<sup>18</sup> Bửu Lộc, venait à peine de terminer la tâche qui lui avait été confiée, à savoir conclure avec les Français les pourparlers tendant à parfaire l'indépendance du Việt-Nam. Deux nouveaux accords reconnaissant cette fois-ci une indépendance totale au Việt-Nam furent paraphés par Bửu Lộc et Laniel le 4 juin.

<sup>19</sup> Bảo Đại, 'Con Rồng Việt-Nam', p.516

<sup>20</sup> Vol XVI, Doc 593 The Secretary of State to the United States Delegation Washington, May 22, 1954

<sup>21</sup> Doc 695 Memorandum by the Adviser (Bonsal) to the Head of the Delegation (Smith), Geneva, June 7, 54

### **Enchaînement des conséquences après Điện Biên Phủ**

Navarre fut relevé de son commandement et le 3 juin Paul Ély nommé commissaire général et commandant en chef en Indochine avec Salan comme adjoint.<sup>22</sup> Mc Clintock exprima son mécontentement à propos de la mise à l'écart simultanée de Dejean et fut appuyé sur ce point par Bedell-Smith.

Le 12 juin le gouvernement Laniel fut renversé par un vote de défiance de l'Assemblée Nationale de 306 voix contre 293 pour sa politique indochinoise. Son gouvernement présenta sa démission le jour d'après et par coïncidence le même jour Bửu Lộc annonça à McClintock que Bảo Đại lui avait demandé de présenter la démission de son gouvernement et que Diệm serait son remplaçant au poste de premier ministre.<sup>23</sup>

Le 14 juin Eisenhower donna son accord pour un retour de Bedell-Smith aux États-Unis. Cette décision coïncida avec l'annonce d'un départ similaire d'Anthony Eden.

Le 16 juin Trần Văn Kha, ambassadeur du Viêt-Nam à Washington vint demander conseil à Key, adjoint au Secrétaire d'État, sur la possibilité de soumettre le cas du Viêt-Nam à un examen par les Nations Unies.

Le même jour les demandes du Viêt Minh se précisèrent lors des discussions 'souterraines' entre militaires. Ils réclamèrent l'obtention de la totalité du Tonkin incluant tout le delta, ainsi que Hanoi et Haiphong.

### **Les idées du nouveau Président du conseil français**

Le 17 juin la nomination de Pierre Mendès-France comme président du Conseil fut ratifiée par l'Assemblée Nationale. Dans son discours pour l'investiture il s'engagea à démissionner s'il n'obtenait pas un accord de cessez-le-feu raisonnable avant la date du 20 juillet.

Le 20 juin Mendès-France reçut Bedell-Smith au Quai d'Orsay pour rassurer les Américains et dire que même s'il était essentiel de terminer la guerre il n'accepterait pas une paix qui serait une capitulation. En réponse Bedell-Smith souligna l'importance d'un contact étroit entre les délégations française et américaine à Genève pour éviter aux Américains d'avoir à se dissocier publiquement d'une solution dont ils n'auraient pas eu connaissance à l'avance.

Mendès-France ne fit qu'une demande, visiblement la plus importante à ses yeux. Il dit s'attendre à des difficultés considérables avec le nouveau gouvernement vietnamien, quand et si un accord serait obtenu avec le Viêt Minh. Pour lui Diệm était un fanatique comparable à Syngman Rhee et il serait malencontreux qu'il fit sérieusement obstruction aux négociations. Mendès-France formula l'espoir que les États-Unis aideraient la France en faisant savoir discrètement aux Vietnamiens qu'il serait judicieux d'accepter un accord entre les Français et le Viêt Minh car ce serait le meilleur possible.<sup>24, 25</sup>

### **Les Américains perplexes, inquiets et presque inactifs**

La situation était tellement mouvante vers une capitulation française que les Américains s'étaient préparés à cette éventualité désastreuse. On peut retrouver une recommandation au gouvernement américain qui prône une interruption de la participation des États Associés aux négociations et la décision américaine de les rejoindre dans la même action. Les États-Unis apparaîtraient alors comme des défenseurs de l'indépendance de nations d'Asie.<sup>26</sup>

Pour éviter d'apparaître comme caution à une mauvaise conclusion éventuelle des négociations la délégation américaine fut réduite en importance et son rôle ramené à celui d'observation et de conseil. Les décisions d'importance seront prises après demande d'instructions du Département d'État.

Le 1<sup>er</sup> juillet Dulles signala à la 205<sup>ème</sup> réunion du NSC que les conversations entre Churchill et Eisenhower avaient abouti à la formulation d'une position commune américano-britannique sur un règlement en Indochine, plus tard connue comme les « sept-points anglo-américains » adressés au gouvernement français. La position constituait la base minimale d'un règlement qui serait 'respecté' par les États-Unis et le Royaume-Uni. En substance le Laos et le Cambodge resteraient libres et indépendants avec la capacité de maintenir leur intégrité. De la même façon une moitié du Viêt-Nam resterait non-communiste en dessous d'une ligne vers le 18<sup>ème</sup> parallèle.

Du côté français après la rencontre entre Mendès-France et Chou-En-Lai, la voie fut ouverte pour des négociations secrètes entre Jean Chauvel (chef de la délégation française par intérim) et Phạm Văn Đồng dans le but de progresser dans la résolution du problème du regroupement territorial.

Le 3 juillet Dulles dit avoir des craintes au sujet des Français. Il redoutait que les Français tout en déclarant que les négociations étaient au point mort, n'essayent dans leurs discussions secrètes, de s'entendre avec le Viêt Minh sur des arrangements que les Américains ne pourraient pas respecter.

<sup>22</sup> Ély dira un mois plus tard qu'il était opposé à un cessez-le-feu et favorable à une continuation de la guerre mais aurait besoin de deux divisions supplémentaires.

<sup>23</sup> Le 15 juin après avoir discuté avec Diệm suite à l'annonce de la prochaine démission du gouvernement Bửu Lộc, Dillon fit le commentaire : "Il apparaîtrait que le changement du gouvernement vietnamien ne va pas affecter appréciablement le cours des événements au Viêt-Nam."

<sup>24</sup> Vol XIII, Doc 986 The Ambassador in France (Dillon) to the Department of State, Paris, June 20, 1954

<sup>25</sup> De fait Mendès France avait repris les négociations alors que l'équipe de Diệm n'était pas encore en place et avait continué en coulisse sans trop se soucier de mettre au courant la délégation vietnamienne. Au point que Dulles dut écrire à son ambassadeur à Paris : "Il me paraît que le nouveau premier ministre vietnamien avec sa réputation de nationaliste intransigeant est dans le noir au sujet des développements affectant le pays qu'il tente de diriger. Nous craignons que si les résultats des négociations entre Français et communistes lui étaient présentés comme un fait accompli la réaction justement que les Français souhaitent éviter va se produire. Vous devriez signaler notre préoccupation aux Français et vous assurer de leurs intentions concernant des consultations avec Diệm, des efforts pour minimiser son ressentiment et des plans pour le maintien de l'ordre au sud Viêt-Nam." Doc 859 The Secretary of State to the Embassy in France Washington, July 2, 1954

<sup>26</sup> Doc 993 Memorandum by Stelle to the Director of the Planning Staff (Bowie) Washington June 24, 1954

### **Changement pas vraiment utile du chef de la délégation vietnamienne**

Le 23 juin Nguyễn Đắc Khê informa Heath qu'il avait vu Diệm et Bảo Đại le week-end dernier. Il avait souligné le besoin de nommer sans tarder un nouveau chef de délégation pour remplacer Nguyễn Quốc Định, membre du cabinet démissionnaire et avait trouvé Bảo Đại très anxieux sur la situation et la possibilité d'une perte du Delta. Il avait suggéré à Sa Majesté que le seul moyen pour éviter une capitulation des Français serait un retour sur-le-champ de Bảo Đại au Việt-Nam et son installation à Hanoi. Bảo Đại ne fit aucune réponse.<sup>27</sup>

Début juillet Trần Văn Đỗ vint annoncer officiellement aux Américains qu'il prenait la tête de la délégation vietnamienne et interrogea Bonsal sur la possibilité pour les Américains d'exprimer un soutien moral et matériel au nouveau gouvernement vietnamien. Bonsal répondit qu'il était difficile aux États-Unis d'envisager une quelconque action à cet égard étant donné que ce gouvernement n'était pas encore formé et qu'on savait peu de choses sur ses intentions, ses possibilités et ses capacités. Le 6 juillet l'ambassade américaine annonça la nomination de Đỗ comme ministre des Affaires étrangères accompagnée d'une courte note pas très rigoureuse sur lui : 'Les vues de Đỗ sur la scène politique sont usuellement intéressantes mais toujours pessimistes. Il est considéré comme attentiste et intellectuel, préférant plus le discours à l'action. C'est un ami [sic] de longue date de Luyên, frère de Diệm, avec qui il partage ses vues.' [Le rapport semble ignorer le fait que Đỗ est un oncle de la femme de Nhu, un autre frère de Diệm.]

### **Retour de Diệm au Việt-Nam, est-ce bien le bon moment ?**

Diệm arriva à Saigon le 26 juin 1954 après presque quatre années passées à l'étranger, alors que le précédent gouvernement avait pratiquement cessé d'exister depuis de longs mois. Il avait à faire face à une drôle de situation avec à la fois les deux aspects antinomiques résultant de l'absence de pouvoir central, l'immobilisme et le désordre. De plus la police était entre les mains des Bình Xuyên et l'armée sous le commandement du chef d'état-major Nguyễn Văn Hinh qui détestait Diệm.

Pire encore, pour ce qu'en savait Diệm, les négociations en cours à Genève paraissaient piétiner et leur issue bien incertaine. L'avenir de l'Etat du Việt-Nam qui en dépendait directement restait totalement suspendu à cette inconnue dont très peu d'éléments lui étaient accessibles.

### **Premières rencontres de Diệm avec les représentants américains au Việt-Nam**

Le 29 juin McClintock raconta qu'il vit Diệm et son frère Luyên dans le désespoir de voir les Français abandonner les régions de Phát Diệm et Bù Chu. Ils demandèrent un appui diplomatique et une pression sur les Français pour les dissuader de cette action. Ils firent savoir qu'ils ne formeraient pas de gouvernement sans être certains que les Français n'abandonneront pas le Tonkin et qu'ils n'avaient pas l'intention d'assumer le pouvoir juste pour signer une paix de capitulation.

Toujours selon McClintock quelques jours après Diệm paraissait déjà plus disposé à former un gouvernement.

De retour de ses visites à Hanoi et Huế, Diệm vint voir Heath avec Nhu le 4 juillet. Il était alors persuadé que les Français allaient abandonner Hanoi et raconta avec émotion la tragique évacuation de Phát Diệm. Il ajouta que sa venue à Hanoi avait empêché un sauve-qui-peut et qu'il fut accueilli en sauveur. Diệm et Nhu répétèrent plusieurs fois que tout allait dépendre de l'aide américaine uniquement.

Diệm chercha à sonder les intentions des Américains à propos de la formation de son gouvernement en demandant à Heath s'il n'avait pas d'objections sur une personne comme Xuân mais ne reçut que les assurances usuelles de Heath sur une non-ingérence dans les affaires intérieures vietnamiennes.<sup>28</sup>

À cette occasion Diệm apparut à Heath comme "un curieux mélange d'héroïsme, d'étroitesse de vue et d'égotisme qui fera qu'il serait difficile de traiter avec lui. C'était un messie sans message. La seule politique qu'il formulait consistait à réclamer une aide américaine sous toutes les formes incluant l'aide aux réfugiés, l'entraînement des troupes et une intervention militaire. Tout cela était présenté avec la principale émotion du moment, une haine aveugle des Français."

McClintock avait ajouté à son télégramme du 5 juillet que son collègue anglais avait recueilli des opinions unanimes mais non sollicitées comme quoi Diệm était dans la poche des Américains. Il lui avait répondu en faisant savoir que Diệm n'avait qu'une seule politique, c'était l'espoir d'une aide américaine et qu'il avait eu la charge ingrate d'avoir à rappeler à Diệm les conditions formulées par le Secrétaire d'État comme préalables à la participation des États-Unis, ici, à une action commune avec les Français.

Les Américains n'étaient donc même pas prêts à aider Diệm dans ses débuts difficiles.<sup>29</sup>

### **Les soucis prioritaires de Diệm**

Diệm annonça la formation de son premier gouvernement le 7 juillet 1954, composé d'ardents nationalistes, sans représentants de partis ou des sectes, pour être destiné à travailler sur un programme d'actions.

Son principal souci restait fixé sur l'évacuation par les troupes françaises des provinces du sud du Delta du Tonkin. Il insista auprès de Heath sur la préservation de ces trois provinces et demanda en même temps si les États-Unis pouvaient annoncer publiquement et immédiatement que tout accord impliquant la perte de Hanoi leur serait inacceptable car cette perte serait

<sup>27</sup> FRUS, 52-54, Vol. XVI, Doc 815, The United States Delegation to the DoS, Geneva, June 23, 54

<sup>28</sup> Ce détail tout à fait dérisoire est cependant la preuve du fossé entre la culture orientale de Diệm et la culture américaine. Diệm avec cette question détournée voulait sonder la position américaine envers la politique des Français ; il n'obtint aucune information de la part de Heath qui était plutôt habitué à des questions directes. Cette réalité de fait est à l'origine de bien d'incompréhensions et de malentendus ultérieurs, néfastes à une collaboration harmonieuse et heureuse entre Diệm et les Américains.

L'absence de communications franches avec les Américains a largement participé à la future fin tragique de Diệm, assassiné lors du coup d'état de novembre 1963.

<sup>29</sup> La décision d'envoyer Lansdale au Việt-Nam avec comme mission secrète de tout faire pour empêcher le pays de tomber dans le giron communiste fut prise dès fin janvier. Il n'arriva effectivement à Saigon que le 1<sup>er</sup> juin.

d'un effet psychologique catastrophique. Il demanda aussi que les États-Unis usent de leur influence sur les Français pour insister sur la sauvegarde de Hanoi. De son point de vue la seule chose qui pourrait sauver l'Indochine et même tout le Sud-Est Asiatique serait une intervention américaine et il était urgent et nécessaire de donner à l'armée vietnamienne son autonomie.

Heath lui répondit qu'Ély serait sans aucun doute disposé à répondre à son souhait concernant l'autonomie de l'armée mais que les forces françaises étaient obligées, compte tenu de leur effectif, de réduire leur ligne de défense, d'où l'abandon des provinces du sud du Tonkin.

### **Une réalité bien désespérante**

Le 12 juillet Diệm signala que son gouvernement était gravement handicapé par l'opposition des Binh Xuyên, des Cao Đài et des Hòa Hảo et terriblement en difficulté ; il restait cependant convaincu de réussir.

Le même jour Heath annonça à Ély 'qu'il a informé Diệm du genre d'accord provisoire de cessez-le-feu que les Américains et les Britanniques pourraient accepter' [en référence aux sept points] et Ély en retour avait indiqué qu'il 'a demandé à Mendès France l'autorisation d'informer Diệm du cours des conversations à Genève.'

Heath informa Ély que Diệm avait beaucoup insisté sur la nécessité vitale pour le Việt-Nam de conserver une enclave dans la partie sud du Tonkin, englobant Hà Nội et Hải Phòng. Selon Ély si l'intention était de reprendre les hostilités, sans doute avec la participation américaine, ce serait évidemment la position à prendre. Sinon il y avait peu de chance de conserver quoi que ce soit au Nord à l'exception de l'enclave de Hải Phòng qui dans tous les cas devait être gardée pour une longue période afin de permettre l'évacuation du personnel et du matériel.

Ély ajouta que le gouvernement vietnamien lui avait demandé au cas où Hà Nội serait sacrifié, de laisser aux unités vietnamiennes le soin de prendre la défense de la cité. Mais sans le commandement et l'appui français Ély pensait que la défense vietnamienne ne durerait pas trois jours.

Ély montra son inquiétude au sujet des informations reçues concernant l'activité politique du général Hinh, celui-ci avait toujours été plus actif comme politicien que comme général. Il aurait à lui parler bientôt car le flux des désertions était continu au sein des unités vietnamiennes au Nord en raison du climat d'incertitude causé par les négociations de Genève mais aussi en raison de l'absence de contre-mesures de la part de Hinh et du nouveau gouvernement.

Ély pensait pouvoir tenir Hà Nội à présent mais ne serait plus capable de le faire fin septembre-début octobre sans l'arrivée rapide de renforts.<sup>30</sup>

### **Les Américains inquiets de la position française envers Diệm**

Instruction fut donnée à Dillon de parler à Pierre Mendès-France selon les indications suivantes : "les États-Unis sont prêts à aider à résoudre le problème vietnamien mais veulent connaître les perspectives concernant le gouvernement de Diệm et le point de vue de Pierre Mendès-France. Le premier ministre Diệm bien qu'inexpérimenté semble avoir démontré une indépendance d'esprit et des qualités personnelles appréciées de ses compatriotes. Aussi avant de déterminer notre position nous pensons avoir besoin de savoir si son gouvernement allait durer, s'il recevait le soutien du gouvernement français ou si la France envisageait de remplacer Diệm (confiance de La Chambre à Dillon). Dans le dernier cas de figure nous devrions prendre en compte la nature et l'avenir du gouvernement de remplacement. Notre objectif est que l'aide des États-Unis contribue à renforcer un gouvernement vietnamien qui bénéficie d'un large soutien populaire et dont l'aura puisse s'étendre au-delà de la ligne de démarcation. Nous ne souhaitons pas donner notre aide à un gouvernement qui ne recueille pas le soutien et la confiance de la population vietnamienne."

### **Retour vers les négociations de Genève**

#### **Heath fait un état des sentiments des Quốc Gia et suggère un retrait des États-Unis**

Le 10 juillet, de Saigon et un peu en retard sur les avancées secrètes à Genève, Heath envoya les recommandations suivantes : "Pour le Việt-Nam le minimum pour un accord est la conservation d'un parallélogramme formé par Hanoi et Haiphong et les deux évêchés Bù Chu et Phát Diệm. La majorité des Vietnamiens instruits, à l'exception des sudistes anti-nordistes et ils sont nombreux, restent opposés à une partition. Ils sont particulièrement opposés à livrer Hanoi. Ils croient, comme le pensent aussi l'ambassade [américaine] et le présent gouvernement que sans Hanoi et un point d'ancrage au Nord il serait impossible de créer un état stable et durable dans la partie du Việt-Nam préservée. Et même si cela s'avérait inutile nous devrions user de toute notre influence pour persuader Pierre Mendès-France d'inclure Hà Nội dans une enclave au Nord. Aux objections du Việt Minh il sera proposé de laisser aux élections localisées dans cette zone de décider du côté de leur appartenance.

Nous, Américains, étions contre une partition du Việt-Nam et la conclusion de tout armistice sans contrôle international effectif et impartial. Nous avons reculé de cette position. Je suggère que les États-Unis se retirent de la conférence de Genève ou du moins réduisent leur délégation à un statut de simple observateur si Mendès France refusait de modifier les conditions qu'il est en train de négocier concernant la partition du Việt-Nam. Je ne pense pas qu'il est de l'intérêt des États-Unis de s'associer à des accords consacrant la victoire des communistes en Indochine ou que nous devrions participer à la garantie de frontières d'un Việt-Nam préservé qui ne coïnciderait qu'aux majeurs investissements français."<sup>31</sup>

#### **Les Français et le Việt Minh déjà très proches d'un accord**

Le 10 juillet Mendès France en prévision d'une conclusion des négociations formula une demande pour le retour de Dulles ou Bedell-Smith à Genève mais reçut une réponse négative de la part des Américains.

<sup>30</sup> FRUS 1952-1954, Vol XIII The Ambassador at Saigon (Heath) to the DoS, Saigon July 12, 1954

<sup>31</sup> FRUS 1952-1954, Vol XIII The Ambassador at Saigon (Heath) to the DoS, Saigon July 10, 1954

Le 13 juillet une réunion regroupant Dulles, Eden et Pierre Mendès-France fut organisée à Paris au cours de laquelle Mendès France fit le point des négociations concernant les zones de regroupement. Mendès-France rappela que la proposition française avait toujours été une ligne située au nord de Đồng Hới à proximité du 18<sup>ème</sup> parallèle. Le Việt Minh avait proposé une ligne au niveau du 13<sup>ème</sup> parallèle, l'avait remontée au 14<sup>ème</sup> et enfin depuis hier proposé le 16<sup>ème</sup>. Mendès-France se dit préparé à accepter un déplacement de leur ligne d'une petite distance vers le Sud et la carte qu'il utilisait pour faire ses commentaires laissait apparaître une enclave entourant Haiphong mais ce point ne fit pas l'objet de la discussion.

Mendès-France comme Eden indiquèrent à Dulles que les Communistes étaient opposés à l'installation de bases militaires américaines dans le sens traditionnel de ces termes. Dulles exprima fortement l'idée qu'il était d'une importance vitale de n'accepter aucun accord qui priverait le Việt-Nam d'obtenir une assistance militaire et économique de la part du monde libre. À la question concernant une solution politique Mendès-France répondit que Phạm Văn Đồng avait au début insisté sur des élections au terme de six mois après l'arrêt des hostilités et l'évacuation des troupes françaises mais était maintenant d'accord pour laisser aux deux gouvernements vietnamiens le choix de la date des élections.

Les deux parties étaient donc très proches d'un accord et Mendès-France insista pour que les États-Unis fussent de nouveau représentés au plus haut niveau à Genève. Sur le moment les Américains estimèrent que cela présentait plus d'inconvénients que d'avantages. Mais finalement Dulles céda à la demande de Mendès-France, appuyée par Eden, pour le retour de Bedell-Smith à Genève.<sup>32</sup>

### **Diệm précise ses intentions mais les jeux sont déjà faits à Genève**

Vers le 12 juillet Diệm fut mis au courant par Ély que la tendance des discussions pour le regroupement allait vers une partition provisoire. Le 16 juillet Diệm demanda à Heath ce qui se passerait s'il rejetait l'accord à venir entre les Français et le Việt Minh. Heath lui répondit que la question était très hypothétique et que tout dépendait des termes de l'accord.

Tous les deux étaient par contre de la même opinion pour faire le constat que l'armée nationale dans son état présent d'entraînement, de discipline et de force ne pouvait batailler à armes égales contre les forces du Việt Minh. Diệm déclara alors avec insistance que la ligne de démarcation ne pourrait pas être plus au sud du 18<sup>ème</sup> parallèle car ceci donnerait les deux capitales Hanoi et Hué et aussi le port et la base aérienne de Tourane au Việt Minh. Et si Hanoi ne pouvait être conservé il faudrait le mettre sous contrôle international; même chose pour les provinces du sud du Tonkin et leur futur serait à déterminer par plébiscite ou élection.

Il ajouta qu'il rejeterait catégoriquement toute suggestion sur l'entrée du Việt Minh dans un gouvernement de coalition et tout arrangement pour former une coalition et qu'il était impossible de travailler avec ou de négocier avec les gens du Việt Minh qui n'étaient pas des nationalistes mais des communistes internationaux.

### **Comment faire passer la pilule amère à Diệm**

Le 17 juillet en réponse à une question du Département d'État au sujet des intentions du gouvernement du Việt-Nam Heath répondit que "si les États-Unis faisaient usage de leur influence ils peuvent obtenir de Diệm de ne pas se retirer de la conférence de Genève, de ne pas démissionner et de ne pas entreprendre d'action de manière autonome au cas où l'accord militaire ne permet pas une enclave au nord du pays. User de notre influence veut dire rassurer Diệm que la perte des régions du nord ne serait pas acceptée comme définitive mais comme une séparation provisoire dictée par la nécessité militaire ; cela veut aussi dire s'engager à bâtir l'armée nationale vietnamienne, à augmenter l'assistance économique et à s'occuper de l'installation des réfugiés et d'autres problèmes.

Un argument convaincant serait d'envoyer une mission pour l'entraînement de l'armée comme convenu entre les généraux Ély et O'Daniel. 'Nous pouvons nous attendre à une demande de Diệm de mettre Hanoi et les provinces du sud du delta sous l'administration de commissions de contrôle international mais il pourrait y renoncer s'il était assuré que les populations de Hanoi et de ces provinces auraient un droit sans limite d'émigrer vers le Sud.'<sup>33</sup>

### **Tomber de rideau et signal de fin de partie pour les Français**

Le 20 juillet alors que tout paraissait prêt pour que la dernière session plénière ne fût plus qu'une formalité pour l'entérinement de l'accord, le représentant du Cambodge annonça à la dernière minute son refus de signer. Il fut ainsi le responsable de la séance marathon qui s'ensuivit et de l'arrêt symbolique des horloges pour conclure avant le passage fatidique de minuit. Il obtint satisfaction pour les dernières modifications qu'il réclamait au texte, notamment à propos du droit au Cambodge de recevoir de l'aide étrangère.

C'est donc dans la nuit du 20 au 21 avec les horloges bloquées à minuit que trois accords bilatéraux de cessez-le-feu furent conclus pour le Việt-Nam, le Laos et le Cambodge. La conférence de Genève s'acheva le 21 par la publication de la « déclaration finale », trois déclarations unilatérales de la France et des états du Laos et du Cambodge et une dernière session plénière avec les allocutions des neufs participants.

Pour le Việt-Nam de Bảo Đại le verdict des accords de Genève se résume à une partition provisoire du pays au niveau du 17<sup>ème</sup> parallèle avec regroupement des forces antagonistes de part et d'autre de cette ligne et une solution politique qui serait issue d'élections générales à organiser deux ans après.

Le ministre vietnamien des Affaires Étrangères Trần Văn Đỗ ne pouvait qu'élever une protestation contre la manière avec laquelle son gouvernement avait été maintenu dans l'ignorance complète des marchandages qui avaient conduit à la partition de son pays, solution inacceptable aux yeux de son gouvernement.

<sup>32</sup> Vol XVI, Doc 1051 Memorandum of Conversation, by the Coordinator of the United States Delegation at the Geneva Conference (Johnson), Paris, July 13, 1954.

<sup>33</sup> FRUS 1952-1954, Vol XIII The Ambassador at Saigon (Heath) to the DoS, Saigon July 17, 1954

Diệm présenta sa démission à Bảo Đại le 22 juillet pour avoir échoué à prévenir la partition du pays car il se considérait lié par son serment. Bảo Đại lui répondit immédiatement en refusant sa démission et en lui demandant de garder son poste.

### **Combien de satisfaits ?**

Finalement cet armistice n'avait contenté personne, même pas le Việt Minh, le principal bénéficiaire. On saura plus tard que Phạm Văn Đồng avait subi des pressions de la part de son homologue chinois pour modérer ses exigences et accepter bien moins que ce à quoi il pensait pouvoir prétendre.

Pour l'État du Việt-Nam qui n'avait pesé pour presque rien pendant ces mois c'est bien évidemment le moment de compter ses pertes et de faire un bilan dans l'amertume. Néanmoins une vision plus optimiste pourrait consister à se dire que les pertes auraient pu être bien plus grandes ; reste cependant le vif sentiment d'inquiétude concernant la pérennité de cette moitié épargnée du pays.

Pour la France la perte de Điện Biên Phủ avait entraîné une forte pression pour accepter les termes du Việt Minh comme base de discussion et un puissant désir de paix d'une ampleur sans précédent dans l'opinion publique. Ceci avait d'ailleurs conduit à la chute du gouvernement Laniel et l'arrivée de Mendès-France avec son engagement ferme d'arriver à un cessez-le-feu au bout d'un mois, sans quoi il démissionnerait.

Dans ce contexte particulièrement défavorable Mendès-France avait finalement réussi à réaliser le souhait de son opinion publique de voir terminer la guerre, conformément à sa promesse. Il avait même pu éviter, au moins pour un temps, d'avoir à prendre des décisions douloureuses concernant les intérêts de la France se trouvant au sud Việt-Nam.

Aussi, sur le moment, seule la France pouvait exprimer un sentiment de soulagement sans réaliser cependant qu'elle allait bientôt tout perdre.

Pour les États-Unis le résultat est décevant car ne correspond pas à ce qu'ils souhaitaient. Compte tenu de leurs objectifs du moment on peut même dire que c'est un grand revers. Dépassés par les événements, de reculade en reculade ils en sont réduits à accepter un résultat, qu'après un mois de présence à Genève, Bedell-Smith avait déjà pressenti et signalé à Dulles : "Je suis presque certain que nous allons voir une division du Việt-Nam et nous serons chanceux d'en sauver une moitié, comme nous serons chanceux si nous ne perdrons pas une grosse tranche du nord du Laos."<sup>34</sup>

De plus à défaut d'avoir une vision à long terme ils ne réalisaient même pas qu'ils venaient de se laisser entraîner, malgré eux, et à cause d'une politique timorée basée sur un 'au jour le jour', dans ce qui se révélera être pour eux un borbier infernal.

**Bùi Ngọc Vũ, JJR 64**  
Chatenay Malabry, août 2015

---

<sup>34</sup> FRUS 52-54, Vol XVI, Doc 662 The US Delegation to the DoS, Geneva, May 31, 1954